

**DIRECTION DE L'ÉDUCATION ET DES COMPÉTENCES
PROGRAMME SUR LA GESTION DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

Comité directeur

PROJET DE COMPTE-RENDU DE LA 19ÈME RÉUNION

7 avril 2014, Paris, Siège de l'OCDE

Le Comité Directeur est invité à APPROUVER le compte-rendu de la 19ème réunion

Contact : Emily Groves, Assistante
Tél. : +33 1 4524 9224; e-mail : emily.groves@oecd.org

JT03364128

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.



Programme de l'OCDE sur l'enseignement supérieur (IMHE)

19ème Réunion du Comité directeur de l'IMHE

Paris, 7 avril 2014

Centre de Conférence de l'OCDE

2, rue André-Pascal, 75016, Paris

PROJET DE COMPTE-RENDU

Excusés

Alberto AMARAL, Thomas BOLAND, Sara BRINGLE, Christiane DRUML, Steve EGAN, Ingjaldur HANNIBALSSON, Melissa KEIZER, Mette Holmstrom MIKKELSEN, Luz Maria NIETO CARAVEO, Christine TAUSIG FORD et Shinichi YAMAMOTO.

Point 1 – Adoption de l'agenda [\[EDU/IMHE/GB/A\(2014\)1/REV1\]](#)

1. Le Président du Comité directeur de l'IMHE, Peter Coaldrake, accueille les Membres du Comité. Dans son discours d'ouverture, il résume les principaux points à l'agenda [\[EDU/IMHE/GB/A\(2014\)1/REV1\]](#).
2. Le Comité directeur **ADOpte** l'agenda.

Point 2 – Approbation du projet de compte-rendu de la 18^e réunion [\[EDU/IMHE/GB/M\(2013\)2\]](#)

3. Le Comité directeur **APPROUVE** le projet de procès-verbal de la 18^e réunion [\[EDU/IMHE/GB/M\(2013\)2\]](#).

Point 3 – Développements de l'Organisation et de la Direction

4. M. Schleicher, Directeur de l'Éducation et des Compétences, traite des développements de l'OCDE en mettant en lumière les tendances économiques actuelles. Il souligne que si certains pays comme les États-Unis et le Canada connaissent une reprise économique plus forte qu'escompté, la situation dans d'autres pays n'est pas aussi bonne. Il note que le chômage des jeunes reste à un niveau élevé dans la zone euro. M. Schleicher présente également les tendances globales dans l'enseignement supérieur et détaille la répartition des étudiants internationaux entre les pays. Il signale que les États-Unis et le Royaume-Uni figurent toujours parmi les principaux pays d'accueil pour les études à l'étranger et que plus de 50 % des étudiants internationaux dans les pays de l'OCDE proviennent d'Asie. Si cette situation est restée stable ces dernières années, on observe des changements dans les parts de marché des étudiants internationaux, et la croissance de l'effectif étudiant international dépasse aujourd'hui celle des étudiants nationaux.

5. Dans la seconde partie de la présentation, M. Schleicher :

- Informe les délégués de l'état d'avancement des préparations de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM) prévue les 6 et 7 mai 2014 :
 - Les thèmes de la RCM seront la résilience et l'autonomisation des personnes, le développement et les partenariats globaux, les changements du système commercial multilatéral et les approches innovantes du commerce mondial au travers de l'analyse de chaînes de valeur mondiales ;

- Le programme régional de l’OCDE pour l’Asie du Sud-Est sera lancé à la RCM. Cette initiative reflète l’intention de l’OCDE d’accroître son attention pour cette région dans ses divers domaines d’action ;
- La Direction de l’Éducation et des Compétences apportera sa contribution en coordonnant un projet mis au point dans le cadre de l’initiative relative aux Nouvelles Approches face aux Défis économiques (NAEC). Ce projet se concentre sur les effets de la distribution des compétences et de variables institutionnelles clés sur les multiples dimensions du bien-être. Il fait appel à des données issues de l’Évaluation des compétences des adultes (PIAAC).
- Informe les délégués de l’état d’avancement du PIAAC :
 - Un second cycle avec neuf pays supplémentaires devrait être achevé en 2016 et un troisième cycle analysant les pays sud-américains devrait être lancé bientôt, dont les résultats sont prévus pour 2018 ;
 - Le projet ‘Éducation et Compétences en ligne’ fait actuellement l’objet d’un essai de terrain dans sept pays ;
 - Il remarque que, même si les résultats du PIAAC ont révélé des différences importantes dans les compétences des diplômés de l’enseignement supérieur, on en sait encore bien peu sur les résultats de l’enseignement supérieur en termes de niveau de compétence en raison de l’absence d’évaluation directe. Il souligne encore que, étant donné la nature transversale des données du PIAAC, il est impossible d’établir avec certitude des rapports de causalité.
- Note le bon avancement des travaux relatifs à la Stratégie de l’OCDE sur les compétences, qui rassemble des parties prenantes de divers horizons en vue de relever les défis des compétences nationales. Quatre pays se sont engagés sur cette voie à ce jour : la Norvège, l’Autriche, la Corée et le Portugal.

Point 4 – Rapport sur l’état d’avancement [[EDU/IMHE/GB\(2014\)1](#), [EDU/IMHE/GB\(2014\)1/ANN1](#), [EDU/IMHE/GB\(2014\)1/ANN2](#)]

6. Mme Tremblay, analyste principale au Programme de l’OCDE sur l’Enseignement supérieur, présente les avancées du Secrétariat concernant le Programme de travail 2013-14 [[EDU/IMHE/GB\(2014\)1](#)], et notamment l’état d’avancement des :

- Études sur l’Enseignement supérieur et le Développement des villes et des espaces régionaux – achevées en 2013 ;
- Étude de faisabilité AHELO – achevée en 2012 et diffusée en 2013. Une proposition de travaux complémentaires a été présentée au Comité des politiques de l’éducation (EDPC) ; et
- Mise en œuvre du nouveau pack adhérent, y compris les travaux achevés et à venir. Elle note que le pack a été amélioré grâce au retour d’information des Membres du Comité directeur à la 18^e réunion du Comité (novembre 2013).

7. Mme Tremblay fait ensuite le point sur l’avant-projet du rapport 2014 de l’État de l’Enseignement supérieur (SOHE) [[EDU/IMHE/GB\(2014\)1/ANN1](#)]. Le rapport pourrait contenir des chapitres sur : 1) la qualité, sur la base du projet de cadre de qualité, 2) l’innovation organisationnelle et les *business models* dans les établissements d’enseignement supérieur, et 3) l’excellence de la recherche. L’équipe enseignement supérieur fait des présentations pour donner aux délégués un avant-goût de ces chapitres.

- M. Krčál, analyste au Programme de l'OCDE sur l'Enseignement supérieur détaché par le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports tchèque, présente le projet de cadre de qualité développé grâce aux contributions de la Norvège et de la République tchèque [[EDU/IMHE/GB\(2014\)1/ANN2](#)]. Le cadre décrit les divers outils et approches mis en œuvre afin d'assurer le contrôle et l'assurance qualité et les représente sous la forme d'un diagramme tridimensionnel.
- Mme Mangeol, analyste au Programme de l'OCDE sur l'Enseignement supérieur, présente ensuite le contenu proposé pour le deuxième chapitre sur l'innovation organisationnelle et les *business models*.

8. Le Comité directeur prend note de ce rapport sur l'état d'avancement et félicite le Secrétariat pour le travail effectué à ce jour sur le Programme de travail 2013-14.

9. Concernant le projet de cadre de qualité, les membres félicitent le Secrétariat pour la production d'un rapport très utile et suggèrent de recourir à des sources d'informations supplémentaires afin d'actualiser certaines approches présentées dans le document. Il est également suggéré que les points suivants soient pris en compte en vue de finaliser le cadre de qualité :

- la nécessité de mettre l'accent sur la qualité de la recherche, et la relation entre qualité de l'enseignement et excellence de la recherche ;
- la nécessité de traiter du rapport entre qualité et internationalisation, et des systèmes d'assurance qualité mondiaux ;
- la nécessité de traiter de l'utilisation de l'enseignement en ligne dans les programmes mixtes, et de l'accréditation de ces programmes ;
- la nécessité d'expliquer l'importance des classements internationaux comparés à d'autres approches relatives à la qualité prévalant dans les établissements d'enseignement supérieur ;
- le potentiel pour une approche simplifiée en matière d'assurance qualité, car les systèmes en place sont souvent perçus comme fastidieux ;
- la nécessité d'ajouter le point de vue des enseignants ;
- la nécessité d'établir un lien entre le travail sur la qualité dans les établissements d'enseignement supérieur et le développement stratégique de ces établissements.

10. La question de savoir si le Programme devrait prendre position sur certains de ces thèmes, comme par exemple la valeur d'un système d'assurance qualité européen commun, est soulevée.

11. Concernant le rapport SOHE 2014, les membres notent la pertinence de l'excellence dans la recherche et de l'innovation organisationnelle des établissements d'enseignement supérieur. Il est suggéré que le chapitre relatif à l'excellence dans la recherche porte une attention particulière sur le développement régional et que le chapitre sur l'innovation organisationnelle et les *business models* tienne compte de l'impact décisif des stratégies et des politiques nationales sur les projets des établissements d'enseignement supérieur.

12. Le Secrétariat remercie les membres pour leurs commentaires et suggestions. Mme Tremblay note que le Secrétariat avait déjà commencé à agir en vue de répondre au besoin de l'IMHE d'accroître l'attention accordée à la recherche, au travers d'un atelier récent sur la commercialisation de la recherche publique, du projet de chapitre du SOHE sur l'excellence dans la recherche, ainsi que la proposition de projet « Triangle des

connaissances » qui devrait être intégré dans le Programme de travail 2015-16 de l'IMHE en coopération avec la Direction de la Science, de la Technologie et de l'Industrie.

13. Le Président, Peter Coaldrake, clôt ce point en remerciant les membres pour leurs commentaires et introduit brièvement la discussion à suivre concernant l'avenir de l'IMHE. Il souligne que la réduction progressive du nombre de membres et le financement limité qui en résulte mettent en danger la durabilité à long terme du Programme. Il insiste sur le fait qu'il est vital de reconceptualiser le Programme en vue d'améliorer sa pertinence pour des membres potentiels et de réfléchir en toute objectivité à l'avenir de l'IMHE.

Point 5 – Réflexion stratégique sur l'avenir [\[EDU/IMHE/GB\(2014\)2\]](#)

14. Mme Tremblay lance la discussion en soulignant divers défis que le Programme doit relever :

- Sa proposition de valeur et la tension inhérente entre la satisfaction des besoins des établissements d'enseignement supérieur et ceux des instances officielles (gouvernements) ;
- Son *business model*, notamment la nécessité de continuer à recruter en vue de disposer de fonds suffisants et les défis continus liés à la structure de frais fixes de l'IMHE ;
- Son positionnement, notamment son manque de visibilité et son manque de clarté en termes de mission, de contenu et d'objectifs de couverture géographique ; et
- Finalement, les travaux portant sur l'évaluation des priorités de l'EDPC dans les PTB 2013-14 et 2015-16 qui ont entraîné l'absence de soutien financier pour les projets relatifs à l'enseignement supérieur, malgré le fait que les membres de l'EDPC avaient exprimé leur intérêt pour ces travaux.

15. Mme Tremblay expose ensuite une voie potentielle à explorer en vue d'élaborer une masse critique de travaux relatifs à l'enseignement supérieur qui supposerait la création d'un organe subsidiaire à l'EDPC dont la mission serait de réaliser des travaux sur la politique de l'enseignement supérieur et de repositionner le Programme de l'OCDE sur l'Enseignement supérieur en vue d'intensifier les synergies et les complémentarités [\[EDU/IMHE/GB\(2014\)2\]](#). Cela pourrait signifier une réorientation du Programme vers un dialogue multipartite sur les politiques à suivre et une attention accrue portée sur des travaux ayant une pertinence plus directe pour les établissements d'enseignement supérieur.

16. M. Schleicher observe que le rôle de l'OCDE est encore plus naturel dans l'enseignement supérieur que dans l'enseignement scolaire étant donné le degré élevé d'internationalisation du secteur et la fonction d'apprentissage entre pairs qui existe déjà au niveau supérieur. Il note toutefois que de nombreux délégués EDPC sont des représentants actifs au niveau scolaire, avec une implication moins directe dans l'enseignement supérieur. Il suggère encore que l'absence d'un produit hautement visible de la politique de l'OCDE relative à l'enseignement supérieur peut constituer un obstacle à la création d'un élan autour des questions liées à l'enseignement supérieur.

17. Dans les débats qui suivent, le Comité:

- Exprime son inquiétude concernant le manque de capacité actuelle de l'OCDE à répondre aux questions des gouvernements nationaux relatives à la politique de l'enseignement supérieur, et dans ce contexte, remet en question la manière de fixer les priorités. Plus spécifiquement, les membres notent que les gouvernements conviendraient probablement que l'enseignement supérieur est un facteur critique de la réussite économique et sociale de tous les pays. Il se déclare donc généralement déçu par le fait qu'aucun Financement Partie 1 ne viendra soutenir les travaux de politique de l'enseignement supérieur de l'EDPC.

- Souligne à quel point il est important pour l'OCDE d'être présente sur la scène mondiale de l'enseignement supérieur et de mener à l'échelle mondiale l'analyse des nouveaux problèmes liés à l'enseignement supérieur étant donné les changements fondamentaux qui touchent actuellement le secteur, et souligne que cela nécessite l'élaboration constante par l'OCDE de politiques relatives à l'enseignement supérieur .
- Exprime son soutien aux travaux du Programme IMHE, mais note qu'il est confronté à divers défis, notamment:
 - Le manque de clarté et de poids de la proposition de valeur de l'IMHE, particulièrement en raison de l'existence de nombreux autres lieux/organisations où les recteurs et professeurs de l'enseignement supérieur peuvent se rencontrer et débattre de sujets qui les intéressent tous. Il est suggéré que le Programme devrait permettre aux établissements d'enseignement supérieur d'avoir leur mot à dire et d'influencer l'avenir de l'enseignement supérieur.
 - La nécessité pour le Programme de mieux interagir avec d'autres domaines pertinents de l'OCDE afin de refléter la réalité des établissements d'enseignement supérieur, ce qui implique un large éventail d'activités au-delà de l'enseignement, telles que la recherche, l'apprentissage tout au long de la vie, la gestion, la commercialisation et l'innovation.
 - Le positionnement centré sur la zone euro du Programme, qui manque de présence dans la région Asie-Pacifique.
 - Le manque de visibilité du Programme et la confusion potentielle résultant de sa double identité (Programme IMHE et Programme de l'OCDE sur l'Enseignement supérieur) pour les membres potentiels.
 - Le modèle de financement inadéquat du Programme. Un membre remarque, dans ce contexte, qu'une structure de frais différenciée est une piste à explorer.
- Débat des pistes de réflexion pour le repositionnement du Programme IMHE et notamment :
 - Met en évidence le besoin de clarifier d'une part le rôle de l'IMHE entre un groupe de réflexion fondé sur les établissements d'enseignement supérieur et un réseau de gestion stratégique, et d'autre part le groupe cible des adhérents entre les grandes universités très actives dans le domaine de la recherche et les établissements d'enseignement supérieur de moindre envergure.
 - Note le fossé potentiel entre les objectifs économiques à court terme mis en avant dans le contexte de l'OCDE et la mission à plus long terme des établissements d'enseignement supérieur, et souligne l'importance d'examiner l'ensemble du spectre des contributions des établissements d'enseignement supérieur, y compris leur impact sur la vie sociale.
 - Souligne l'utilité pour les établissements d'enseignement supérieur membres de disposer d'un forum où débattre des questions relatives à l'enseignement supérieur et des solutions potentielles avec les différentes parties prenantes (OCDE, gouvernements, établissements d'enseignement supérieur, agences), et de s'engager à cet égard avec des parties prenantes provenant d'un éventail de pays plus large que les réseaux régionaux.
 - Dans ce contexte, soutenir un repositionnement de l'IMHE vis-à-vis des questions à traiter au niveau global ou de l'analyse des développements dans des régions en pleine évolution telles que l'Asie.

- Souligne l'importance pour l'IMHE de passer d'une priorité donnée aux connaissances relatives à l'enseignement supérieur à une priorité sur la politique et les problèmes pratiques, et met en évidence le rôle de l'IMHE consistant à suggérer des idées à développer.
- Envisage que l'IMHE pourrait être repositionné comme une composante d'une stratégie de connaissance plus large pour les compétences de haut niveau.
- S'accorde sur le fait que le repositionnement du Programme IMHE dépendrait en partie des choix de l'EDPC vis-à-vis des politiques à mener dans l'enseignement supérieur, et demande au Secrétariat de préparer un document reprenant des pistes de réflexion à discuter lors de sa prochaine réunion, sur la base des développements à l'EDPC.
- S'accorde sur le fait que, quelle que soit l'orientation du Programme IMHE, elle devrait se refléter dans un modèle de financement durable et un pack adhérent correspondant aux avantages de l'adhésion à divers organes, et dans ce contexte :
 - Se demande si le pack adhérent présente suffisamment d'incitants pour que les établissements d'enseignement supérieur paient la cotisation.
 - Demande au Secrétariat de réaliser une analyse de la concurrence, puisque de nombreuses associations et autres organisations sont actives dans le domaine de l'enseignement supérieur, notamment à l'échelle nationale. On remarque qu'il serait important de déterminer comment l'OCDE et surtout le Programme de l'Enseignement supérieur pourraient représenter une concurrence efficace dans ce domaine.
 - Souligne qu'il est important que les membres de l'IMHE restent à même de décider des questions à examiner étant donné que ce sont eux qui financent les travaux.
- Examine les implications possibles pour le Programme IMHE de la proposition du Secrétariat de créer un organe de niveau 2 sous l'autorité de l'EDPC et ayant la responsabilité des travaux de politique sur l'enseignement supérieur, et exprime diverses idées à cet égard :
 - Quelques membres soutiennent la création d'un tel organe subsidiaire sous l'autorité de l'EDPC, pointant le fait qu'il pourrait conférer un rôle plus clair au Programme IMHE, contribuer à établir un lien entre l'EDU et la DSTI, et contribuer à mettre en évidence le rôle central de l'enseignement supérieur dans l'OCDE.
 - À l'inverse, plusieurs membres sont plus circonspects et expriment leur inquiétude concernant :
 - les chevauchements possibles entre un organe subsidiaire lié à l'EDPC et les activités de l'IMHE et demandent des clarifications sur la répartition possible des rôles ;
 - le risque de créer une dichotomie dommageable et une ligne de démarcation entre politique et pratique dans les débats relatifs à l'enseignement supérieur ;
 - les coûts administratifs liés à la gestion de deux organes séparés sur l'enseignement supérieur et les défis potentiels que représente le financement des deux par les pays ;
 - le risque que la création d'un tel organe laisserait irrésolues les questions plus fondamentales concernant le rôle de l'OCDE dans le domaine de l'enseignement supérieur, et donc ne résoudrait pas nécessairement les problèmes de l'IMHE mais pourrait même les aggraver.

- Demande des clarifications sur les aspects opérationnels d'un tel organe subsidiaire, y compris si un financement d'amorçage pourrait y être alloué pour le soutenir, et s'il pourrait fonctionner comme un réseau volontaire tel celui qui existe déjà pour l'éducation de la petite enfance.
- En général, le Comité directeur :
 - souligne que ce débat n'en est qu'à sa première étape et se poursuivra en automne et en 2015 ;
 - s'accorde sur le fait qu'il faudrait un débat sur la structure des établissements d'enseignement supérieur après que des décisions sont prises sur le contenu et les objectifs des travaux de l'OCDE sur l'enseignement supérieur ;
 - note que si un organe subsidiaire est mis en place par l'EDPC, il serait important pour l'IMHE de se repositionner de manières complémentaires, de coopérer avec cet organe sur des questions d'intérêt commun et de développer des synergies pour le bénéfice mutuel de l'EDPC et de l'IMHE.

18. M. Schleicher remercie les membres pour leurs commentaires.

19. Le Secrétariat donne ensuite des clarifications en réponse aux questions du Comité et des informations supplémentaires sur la proposition du Secrétariat :

- M. Schleicher explique que, si les pays de l'OCDE reconnaissent l'importance de l'enseignement supérieur, les résultats des travaux portant sur l'évaluation des priorités indiquent que d'autres sujets sont considérés comme davantage prioritaires.
- Concernant la probabilité qu'un projet concernant l'enseignement supérieur entièrement financé par des contributions volontaires se poursuive en tant que composante du PTB 2015-16 de l'EDPC, Mme Roseveare indique que l'EDPC sera informé bientôt de l'intérêt ou non des pays à contribuer volontairement, et le PTB 2015-16 de l'EDPC sera finalisé en mai. La décision relative à la création d'un organe subsidiaire sous l'autorité de l'EDPC s'inscrirait dans un processus de prise de décision séparé.
- Mme Roseveare note également que l'option financement de démarrage ne pourrait pas être poursuivie car les fonds ne peuvent pas être transférés de la Partie 1 à la Partie 2 du budget de l'OCDE. De même, une approche en réseau (similaire à celle utilisée pour la petite enfance) dépendrait de l'obtention d'un financement à partir de contributions volontaires pour 2015-16.
- Concernant les frais généraux et administratifs, Mme Roseveare note que la création d'un organe subsidiaire sous l'EDPC n'entraînerait pas le doublement des frais généraux. Elle souligne que si l'EDPC approuve la création de cet organe subsidiaire, ce serait un mécanisme volontaire, même si la structure et le financement doivent encore être clarifiés. Une fois que les aspects clés de cet organe seront clarifiés, il sera plus aisé de discuter les rôles et le positionnement respectifs de cet organe, s'il devient réalité, et du Programme de l'OCDE sur l'Enseignement supérieur.

20. Le Président conclut en notant que, si les débats se focalisent surtout sur la poursuite du Programme et la création d'un organe supplémentaire pour l'enseignement supérieur sous l'EDPC, il est important de débattre du contenu des travaux du Programme et de la relation entre le Programme et l'OCDE. Il souligne encore que la proposition d'organe subsidiaire pour l'enseignement supérieur sous l'EDPC est avancée par le Secrétariat et que le Comité directeur souhaite examiner des alternatives en automne et en 2015.

Point 6 – Proposition de conférence en Asie [EDU/IMHE/GB(2014)3]

21. Le Président fait rapport de l'état d'avancement des préparations [EDU/IMHE/GB(2014)3], en notant que lui-même et M. Schleicher ont proposé au gouvernement de Singapour d'accueillir la prochaine Conférence générale de l'IMHE. Une confirmation est attendue mais elle n'a pas encore été reçue.

22. Le Président résume également les paramètres clés de cette conférence :

- La Conférence sera assortie d'un nombre très élevé d'événements parallèles afin d'inciter le plus de monde possible à faire le voyage jusqu'en Asie.
- L'événement nécessitera des orateurs de renom afin d'attirer les participants, des personnes ayant quelque chose à dire sur l'avenir plutôt que celles qui se répètent depuis quelques temps. En tant qu'hôte, le gouvernement de Singapour sera invité à nommer un orateur.
- On escompte la présence de 30 % au plus de participants venant d'Europe, mais la plupart devrait venir d'Asie. L'objectif est de repositionner le Programme de l'OCDE sur l'Enseignement supérieur dans la région en établissant une base pour développer des relations.
- Il faudra un soutien national et commercial pour financer cet événement. Les frais liés au lieu de la conférence devraient être couverts par le pays hôte, tandis que les droits d'inscription à la conférence et des contributions supplémentaires couvriraient les frais restants liés à l'événement.
- Le Secrétariat de l'IMHE lancera le processus d'invitation une fois que Singapour aura confirmé son acceptation.

23. Le Comité directeur prend note de ce rapport sur l'état d'avancement et au cours des débats qui suivent, les membres :

- Notent que la Conférence générale constitue une démonstration visible du pouvoir de mobilisation de l'OCDE. Il en découle une capacité à construire un espace où les personnes découvrent des points communs dans les défis auxquels elles sont confrontées.
- S'accordent sur le fait qu'une Conférence générale dans une autre partie du monde constitue un des éléments clés du changement dans les priorités de l'IMHE, en vue d'attirer de nouveaux membres et des partenaires afin de créer un réseau de personnes aux intérêts et défis partagés.
- Notent que les sujets de la proposition restent vagues. Il est recommandé d'insuffler une certaine urgence dans les titres, par ex. repenser l'enseignement supérieur / éduquer pour un avenir inconnu / direction des EES.

24. Les membres du Comité sont ensuite invités à nommer des orateurs et à suggérer des thèmes de discussion en envoyant leurs suggestions au Président [p.coaldrake@qut.edu.au] et au Secrétariat [Anna.GLASS@OCDE.org].

Point 7 – Programme de Travail et Budget [EDU/IMHE/GB(2014)4]

25. Mme Tremblay présente la proposition de PTB 2015-16 établie en fonction des résultats de l'évaluation des priorités de l'EDPC et de l'IMHE, la note la plus élevée ayant été attribuée au projet *Orientation plus efficace de l'enseignement supérieur dans un environnement en rapide évolution*. Par conséquent, l'inclusion des projets suivants dans le PTB 2015-16 est proposée :

- Orientation plus efficace de l'enseignement supérieur dans un environnement en rapide évolution

- EES et le Triangle des connaissances
- Conférence générale de l'IMHE en Asie
- Analyse approfondie des données PISA/PIAAC – relations dans l'ES en amont et en aval

26. Mme Tremblay note encore que les trois premières activités seraient financées par des contributions volontaires, tandis qu'un mécanisme de financement serait développé en vue de procéder à une analyse approfondie des données PISA/PIAAC.

27. Au cours des débats sur ces propositions, le Comité exprime son inquiétude concernant le besoin de réunir des fonds afin de faire avancer ces projets et demande comment aligner la proposition de PTB avec les résultats d'une Conférence générale sur l'avenir de l'enseignement supérieur.

28. Mme Tremblay apporte des clarifications :

- Les pays membres reçoivent des demandes de contributions volontaires pour soutenir le projet sur l'Orientation, chaque pays étant supposé contribuer 260 KEUR pour la totalité du projet. La portée du projet devra être réduite si les pays ne sont pas à même d'apporter cette contribution ou si un nombre insuffisant de pays apportent leur contribution.
- L'EDU et la DSTI collaboreront en vue de développer la proposition et le modèle de financement du projet Triangle des connaissances.
- La Conférence en Asie sera financée par les droits d'inscription et ne recourra pas au revenu généré par les cotisations des membres.

29. Sur la base de ces débats, le Comité directeur :

- prend note des résultats des travaux d'évaluation des priorités ;
- décide d'inclure le résultat *Gouverner et gérer les établissements d'enseignement supérieur* dans le PTB 2015-16 et décide de se concentrer sur la maximisation de la valeur du pack adhérent pour les membres ;
- décide d'inclure l'étude thématique sur *l'Orientation plus efficace de l'enseignement supérieur dans un environnement en rapide évolution* dans le PTB 2015-16, et note que le résultat devra être intégralement financé par des contributions volontaires ;
- décide d'inclure l'étude thématique sur les *Établissements d'enseignement supérieur et le triangle des connaissances : améliorer l'interaction entre recherche, éducation et innovation* dans le PTB 2015-16, et note que le résultat devra être intégralement financé par des contributions volontaires ;
- décide d'inclure la *conférence de l'OCDE sur l'avenir de l'enseignement supérieur* dans le PTB 2015-16, et note que le résultat devra être intégralement financé par des contributions volontaires et les droits d'inscription des participants ; et
- décide d'inclure l'*Analyse approfondie des données PISA/PIAAC pour en savoir plus sur les relations dans l'enseignement supérieur en amont et en aval* dans le PTB 2015-16, et note que le résultat devra être intégralement financé par des contributions volontaires.

Point 8 – Élections [[EDU/IMHE/GB\(2014\)5](#)]

30. Mme Tremblay résume le processus des élections pour le CD [[EDU/IMHE/GB\(2014\)5](#)].
31. Le Comité prend note des procédures proposées et n’a aucune objection ni question. Par conséquent, le Comité approuve la procédure proposée pour la nomination/l’élection des Membres du Comité directeur.

Point 9 – Divers

32. La demande d’adhésion de l’Université de Kateb en Afghanistan est étudiée. Le Secrétariat de l’IMHE recommande d’approuver la demande, puisque le seul critère que l’établissement ne remplit pas est le nombre d’années d’existence. Le Comité n’a pas d’objections. La demande est donc approuvée.
33. Le Secrétariat annonce les dates de la prochaine réunion du Comité directeur de l’IMHE, prévue pour le lundi 27 octobre 2014 (suivie par la réunion du Comité des politiques de l’éducation les 28 et 29 octobre 2014).
34. Le Secrétariat indique également que les présentations PowerPoint de la réunion seront disponibles sur le site [Clearspace](#).
35. La séance est levée avant 16:00.

Participants list for Institutional Management in Higher Education Governing Board (IMHE)
Liste des participants pour Comité directeur du Programme sur la gestion des établissements
d'enseignement supérieur (IMHE)

7 avril 2014

Australia/Australie

Professor Peter COALDRAKE
Vice-Chancellor
Office of the Vice-Chancellor
Queensland University of Technology
2 George Street
U Block, Level 2, Room 205
4001 Brisbane
Australia

Tel: +61 7 3138 8086
Fax: +61 7 3138 4061
Email: p.coaldrake@qut.edu.au

Ms. Shelagh WHITTLESTON
Education Manager
Australian Permanent Delegation to the OECD
Australian Mission to the EU
Avenue des Arts 56
1000 Brussels
Belgium

Tel: +32 2 286 0586
Email: shelagh.whittleston@dfat.gov.au

Austria/Autriche

Mr. Florian PECENKA
Head of Unit, Attaché
Permanent Representation of Austria to the EU
Avenue de Cortenbergh 30
1040 Brussels
Belgium

Tel: +32 2 2345 144
Email: florian.pecenka@bmeia.gv.at

Mr. Andreas RAGGAUTZ
Director, Performance and Quality Management
Karl-Franzens-Universität Graz (University of Graz)
Universitaetsplatz 3/I
A-8010 Graz
Austria

Tel: +43 316 380 1800
Fax: +43 316 380 9080
Email: andreas.raggautz@uni-graz.at

Belgium/Belgique

Professor Kristiaan VERSLUYS
Director of Education
Ghent University
Sint-Pietersnieuwstraat 33 - UFO
9000 Ghent
Belgium

Tel: +32 9 331 00 22
Fax: +32 9 331 01 49
Email: Kristiaan.Versluys@UGent.be

**Czech Republic/République
tchèque**

Mr. Adam KRCAL
Head of Higher Education Funding Unit
Ministry of Education Youth and Sports
Karmelitska 7
118 12 Prague
Czech Republic

Tel: +420234811293
Email: adam.krcal@msmt.cz

Prof. Stanislav STECH
Vice-rector for University Development
Charles University in Prague
Ovocny trh 5
116 36 [1] Prague
Czech Republic

Tel: + 420 606 588 424
Fax: + 420 224 225 872
Email: Stanislav.Stech@ruk.cuni.cz

Denmark/Danemark

Mr. Peter PLENGE
University Director
Aalborg Universitet
Frederik Bajers Vej 5 -Postbox 159
9100 Aalborg
Denmark

Tel: +45 9940 9502
Fax: +45 9815 2201
Email: director@adm.aau.dk

Estonia/Estonie

Ms. Heli ARU
Counsellor (Education and Science Affairs)
Permanent Delegation of Estonia to the OECD
49, rue Galilée
75116 Paris
France

Tel: +33 1 56 64 04 64
Email: heli.aru@mfa.ee

Ms. Karin JAANSON
Adviser
Estonian Ministry of Education and Research (EDU)
Munga 18
500088 Tartu
Estonia

Tel: +372 735 0238
Fax: +372 534 33107
Email: karin.jaanson@hm.ee

Finland/Finlande

Mr. Reijo AHOLAINEN
Counsellor of Education
Department for Higher Education and Science Policy
Ministry of Education and Culture
Meritullinkatu 10, P O BOX 29 FI 00023 Government, Finland
00170 Helsinki
Finland

Tel: +358-295 3 30057
Email: reijo.aholainen@minedu.fi

Mr. Esa HÄMÄLÄINEN
Director of Administration
University of Helsinki
Yliopistonkatu 4,
PO Box 33
FI-00014 University of Helsinki
Finland

Tel: +358919122212
Email: esa.hamalainen@helsinki.fi

France

M. Sébastien LOBIAU
Adjoint au Chef du département des affaires communautaires et multilatérales
Département des affaires communautaires et multilatérales, Direction des relations européennes et internationales et de la coopération (DREIC)
Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
110, rue de Grenelle
75357 Cedex 07 Paris
France

Tel: +33 1 55 55 65 87
Fax: +33 1 55 55 04 45
Email: sebastien.lobiau@education.gouv.fr

Germany/Allemagne

Ms. Marijke WAHLERS
Head of International Department
Hochschulrektorenkonferenz (HRK) / German Rectors' Conference
Ahrstrasse 39
53175 Bonn
Germany

Tel: +49 228 887 170
Fax: +49 228 887 181
Email: wahlers@hrk.de

Mr. Peter SONNENHOL
Counsellor for Education, Environment and Employment Labour and
Social Affairs Advisor
Permanent Delegation of Germany to the OECD
9, rue Maspéro
75116 Paris
France

Tel: +33 1 55 74 57 07

Fax: +33 1 55 74 57 40

Ireland/Irlande

Dr. Brendan MURPHY
President
Cork Institute of Technology
Bishopstown
Cork
Ireland

Tel: +353 2143 35380

Fax: +353 21 454 6473

Email: president@cit.ie

Israel/Israël

Professor Hagit MESSER-YARON
Vice Chair
Council for Higher Education
43 Jabotinsky st.
9104001 Jerusalem
Israel

Tel: +972-2-5094404

Fax: +972-2-5094405

Email: hagitm@che.org.il

Italy/Italie

Professor Giuseppe RONSISVALLE
Internal Quality Office, President
Università degli Studi di Catania
Viale Andrea Doria, 6
95125 Catania
Italy

Tel: +39 095 33 67 22

Fax: +39 095 33 67 22

Email: giuseppe.ronsisvalle@unict.it

Japan/Japon

Mr. Takashi MURAO
First Secretary
Permanent Delegation of Japan to the OECD
11 Avenue Hoche
75008 Paris
France

Tel: +33 1 53 76 61 42
Email: takashi.murao@mofa.go.jp

Korea/Corée

Dr. Hyunsook YU
Senior Research Fellow
Korean Educational Development Institute
35 Baumoe-ro 1-gil, Seocho-gu
137-791 Seoul
Korea

Tel: +82 2 3460 0422
Fax: +82-2-360-0157
Email: yhs@kedi.re.kr

Ms. Miran JANG
First Secretary
EDU
Permanent Delegation of Korea to the OECD
4 Place de la Porte de Passy
75016 Paris
France

Tel: +33 1 44 05 21 81
Fax: +33 1 47 04 07 39
Email: ace@moe.go.kr

Mr. Chunghyun KIM
Intern
Korean Delegation to the OECD
4 place de la Porte de Passy
75016 Paris

Mexico/Mexique

Mr. Carlos TENA
Third Secretary
Permanent Delegation
8, RUE DE BERRI
75008 Paris
France

Tel: +33 1 56 59 29 17
Email: ctena@sre.gob.mx

Miss Arlette GRANADOS RUBIO
Intern
Mexican delegation to the OECD
8 rue de Berri, 75008
Paris
Mexico

Email: arlettrubio33@hotmail.com

Netherlands/Pays-Bas

Professor Dymph VAN DEN BOOM
President
University of Amsterdam
Postbus 19268
1000 GG Amsterdam
Netherlands

Email: D.C.vandenboom@uva.nl

Mr. Joost VAN DER VEEN
Directorate for Higher Education and Student Finance
Ministry of Education Culture and Science
Internal Post Code (IPC 2250), P.O. Box 16375
2500 BJ Den Haag
Netherlands

Tel: +31 631748557
Email: j.d.p.vanderveen@minocw.nl

Norway/Norvège

Dr. Ingvild Marheim LARSEN
Specialist director
Department of Higher Education
The Norwegian Ministry of Education and Research
P O BOX 8119 DEP
0032 Oslo
Norway

Tel: +47 970 99 182
Email: Ingvild-Marheim.Larsen@kd.dep.no

Poland/Pologne

Ms. Iwona KRZESZEWSKA
First Counsellor, Development, Cooperation
Permanent Delegation of Poland to the OECD
136, rue de Longchamp
75116 Paris
France

Tel: +33 1 56 28 58 87
Fax: +33 1 56 28 94 66
Email: iwona.krzeszewska@msz.gov.pl

Ms. Aleksandra PACIOREK
Ministry of Foreign Affairs
France

Tel: +33 651646237
Email: aleksandra.paciorek@msz.gov.pl

**Slovak Republic /République
slovaque**

Mr. Peter MEDERLY
Advisor to the Minister of Education, Associate Professor
Ministry of Education, Science, Research and Sport
Stromova 1
813 30 Bratislava
Slovak Republic

Tel: +421 905 682 585
Fax: +421 259 374 333
Email: peter.mederly@gmail.com

Spain/Espagne

Dr. Luis M. DELGADO MARTINEZ
Doctor Ciencias Físicas
Secretaría General de Universidades
Ministerio de la Educación, Cultura y Deporte
C/ Alcalá 34, Despacho 408
28014 Madrid
Spain

Tel: +34 91 701 8526
Fax: + 34 91 506 57 43
Email: luism.delgado@educacion.es

M. Javier MUÑOZ SANCHEZ-BRUNETE
Conseiller pour l'Education
Délégation Permanente de l'Espagne auprès de l'OCDE
22 Avenue Marceau
75008 Paris
France

Tel: +33 (1) 44433043
Fax: +33 (1) 44433051
Email: Javier.munozs@mecd.es

Ms. Natalia VELASCO
Conseiller technique
United Nations Educational Scientific and Cultural Organization
(UNESCO)
1, rue Miollis
75015 - Paris Paris
France

Tel: +33 (0)1 45 68 33 87
Fax: +33 (0)1 47 83 49 98
Email: natalia.velasco@mecd.es

Sweden/Suède

Mr. Andreas BOKERUD
Desk Officer
Division for Higher Education
Ministry of Education and Research
Drottninggatan 16
103 33 Stockholm
Sweden

Tel: +46 08 405 29 65
Email: andreas.bokerud@regeringskansliet.se

Switzerland/Suisse

M. Stéphane BERTHET
Secrétaire Général
Université de Genève
Rectorat,
Rue du Général-Dufour 24
1211 Genève 4
Switzerland

Tel: +41 22 379 75 18
Fax: +41 22 379 75 18
Email: stephane.berthet@unige.ch

Mr. Müfit SABO
Head of Unit, National Research and Innovation, Scientific Bases
State Secretariat for Education, Research and Innovation
Hallwylstr. 4
3003 Berne
Switzerland

Tel: +41 31 32 59151
Email: muefit.sabo@sbfi.admin.ch

Turkey/Turquie

Dr. Fahrettin ALTUN
Advisor to the President
The Council of Higher Education (YÖK)
Yüksek Öğretim Kurulu
9. cad. 06539
Bilkent
Turkey

Tel: +90 312 266 51 53
Email: fahrettin.altun@yok.gov.tr

United Kingdom/Royaume-Uni

Professor Rebecca HUGHES
The British Council
10 Spring Gardens
London
SW1A 2BN

Email: rebecca.hughes1@britishcouncil.org

United States/États-Unis

Dr. Patti MCGILL PETERSON
Presidential Advisor for Global Initiatives
Center for Internationalization and Global Engagement
American Council on Education (ACE)
1 Dupont Circle NW
20036 Washington
United States

Tel: +1 202 939 9424
Fax: +1 202-785-8056
Email: ppeterson@acenet.edu

Ms. Maureen MCLAUGHLIN
Director
International Affairs Office
US Department of Education
Office of the Secretary of Education
Room 7W106
400 Maryland Avenue, SW
20202 Washington, DC
United States

Tel: +1 202 401 8964
Email: Maureen.McLaughlin@ed.gov

Latvia/Lettonie

Mr. Janis STONIS
Administrative Director
University of Latvia
Raina bulvaris 19
LV1586 Riga
Latvia

Tel: +37 167034600
Fax: +37 167034422
Email: janis.stonis@lu.lv

**Russian
Federation/Fédération de
Russie**

Ms. Tatiana MESHKOVA
Director of the OECD-HSE Partnership Centre, Assistant to the Rector
Centre for Cooperation with OECD
National Research University - higher School of Economics
Myasnitskaya, 20
101000 Moscou
Russian Federation

Tel: +7 495 531 02
Fax: +7 495 628 86 6
Email: tmeshkova@hse.ru

Mr. Kirill ZINKOVSKY

Candidate of science, Deputy Director of Institute for Educational Studies, associate professor of Department of Educational Programmes
National Research University - higher School of Economics
Office 302, 13, Milutinsky Pereulok
101000 Moscou
Russian Federation

Tel: +79037657434

Email: kzinkovsky@hse.ru

OECD/OCDE

Mr. Andreas SCHLEICHER

EDU

OECD

Annexe Delta 3202

2 rue André-Pascal

75016 Paris

France

Tel: +(33-1) 45 24 93 66

Email: Andreas.SCHLEICHER@oecd.org

Ms. Deborah ROSEVEARE

EDU/SBS

OECD

Annexe Delta 3272

2 rue André-Pascal

75016 Paris

France

Tel: +(33-1) 45 24 17 54

Email: Deborah.ROSEVEARE@oecd.org

Miss Karine TREMBLAY

EDU/SBS

OECD

Annexe Delta 3254

2 rue André-Pascal

75016 Paris

France

Tel: +(33-1) 45 24 91 82

Email: Karine.TREMBLAY@oecd.org

Ms. Anna GLASS
EDU/SBS
OECD
Annexe Delta 3252
2 rue André-Pascal
75016 Paris
France

Tel: +(33-1) 45 24 75 84
Email: Anna.GLASS@oecd.org

Ms. Emily GROVES
EDU/SBS
OECD
Annexe Delta 3282
2 rue André-Pascal
75016 Paris
France

Tel: +(33-1) 45 24 92 24
Email: Emily.GROVES@oecd.org

Mlle. Valerie LAFON
PAC/MKT
OCDE
Annexe Delta 6166
2 rue André-Pascal
75016 Paris
France

Tel: +(33-1) 45 24 98 10
Email: Valerie.LAFON@oecd.org

Ms. Patricia MANGEOL
EDU/SBS
OECD
Annexe Delta 3309
2 rue André-Pascal
75016 Paris
France

Tel: +(33-1) 45 24 74 87
Email: Patricia.MANGEOL@oecd.org

Mme Ingrid TEISSEIRE-LACOSTE
EDU/SBS
OCDE
Annexe Delta 3262
2 rue André-Pascal
75016 Paris
France

Tel: +(33-1) 45 24 81 29
Email: Ingrid.TEISSEIRE-LACOSTE@oecd.org